

## **Intervention de Mme Annick Girardin**

**Ministre des outre-mer**

**25 juin 2020**

**Cayenne, Guyane**

Mesdames et Messieurs,

Les dernières données épidémiologiques montrent une nette accélération de la circulation du virus principalement sur l'île de Cayenne et sur Kourou avec 2 827 cas positifs, dont plus de 1300 sur la dernière semaine.

Ce midi, nous étions à 103 hospitalisations Covid, 13 patients en réanimation Covid au Centre hospitalier de Cayenne et 6 EVASAN réalisés sur les Antilles. Nous avons déploré hier un nouveau décès, portant à 9 personnes décédées du Covid depuis mars. Je souhaite adresser toutes mes condoléances aux familles et aux proches meurtris par ces drames.

Le Premier ministre a annoncé le 21 juin la stratégie gouvernementale de gestion de crise. Il m'a demandé de venir en Guyane pour échanger

avec les acteurs du territoire et construire ensemble la stratégie suivie par l'Etat.

Je rappelle que le Gouvernement a annoncé, le 15 juin, jour du passage au stade 3 de l'épidémie, le report des élections municipales dans les 7 communes qui étaient concernées par un second tour en Guyane.

Nous portons également la prolongation de l'état d'urgence sanitaire en Guyane jusqu'à fin octobre dans le projet de loi en cours d'examen au Parlement. Ces deux décisions montrent le niveau de vigilance du gouvernement sur la situation en Guyane.

**J'ai entendu beaucoup de critiques sur l'absence d'anticipation de l'Etat dans cette crise. Je veux y répondre très précisément.**

Nous avons décidé de confiner en même temps que l'hexagone. J'assume pleinement cette décision que j'ai prise avec le Premier ministre. Elle a permis de freiner, et même de maîtriser, la 1<sup>ère</sup> vague de l'épidémie, en provenance de l'Europe.

Le retardement de l'épidémie en Guyane, par rapport à l'hexagone, est pour nous un réel avantage. Il nous a déjà permis de renforcer nos capacités sanitaires, notamment en réanimation, nos capacités de tests, nos capacités de traçage et nos stocks de masques. Il nous permet aussi de bénéficier de traitements plus efficaces.

**Nous sommes prêts pour affronter la crise.**

**Je le rappelle, depuis le début de la crise et au 23 juin, nous avons multiplié par 3 les lits de réanimation** et nous avons multiplié par 4 les lits d'hospitalisation, soit une augmentation aussi importante que les hôpitaux du Grand Est.

**Nous avons multiplié par 10 les capacités de test en 2 mois.** Nous faisons à l'heure actuelle 6 fois plus de tests que la moyenne nationale et c'est tout à fait normal au vu de la circulation du virus. Grâce à la livraison de 3 automates supplémentaires depuis le début de la crise, notre capacité actuelle de test par jour peut atteindre 850.

Alors oui, il peut y avoir ponctuellement des problèmes d'approvisionnement de réactifs. Et oui, ce n'est pas acceptable. Nous travaillons en conséquence au renforcement des équipes de logisticiens et des vecteurs aériens.

La stratégie de traçage a également été déployée vigoureusement sur tout le territoire. Je rappelle que la Guyane représente près de la moitié du traçage réalisé en France, grâce au travail tout à fait remarquable des équipes mobiles.

Ces efforts ont été anticipés et déployés ces derniers mois. Dire que nous n'avons rien fait, rien anticipé, c'est nier le travail réalisé par les hôpitaux pour mieux se préparer à l'épidémie, c'est nier le travail réalisé par l'institut Pasteur, c'est nier la mobilisation des services et

des élus des collectivités qui se dépensent sans compter dans la gestion de cette crise. Je veux ici remercier l'engagement de tous les soignants, les policiers et les gendarmes, tous les fonctionnaires de l'Etat et des collectivités qui se mobilisent sans relâche dans la gestion de cette crise.

**Mais pour autant, nous ne pouvons que constater que la circulation du virus s'est intensifiée sur la Guyane ces dernières semaines.**

Cette deuxième vague pour la Guyane, elle s'explique d'abord par son environnement régional. C'est désormais l'Amérique du Sud qui est au cœur de l'épidémie mondiale et c'est bien par ses zones frontalières que le virus s'est propagée ces dernières semaines.

Je rappelle que l'Etat d'Amapa, qui a trois fois plus d'habitants que la Guyane, comptait au 23 juin, 24682 cas et 372 décès. En Guyane, nous en sommes à 2800 cas et 9 décès.

**Là encore, j'entends les critiques qui disent que l'Etat n'a pas suffisamment contrôlé les frontières.**

Mais soyons sérieux. Arrêtons les polémiques politiciennes. Jamais les frontières guyanaises n'ont été aussi bien contrôlées que depuis le

début de la crise Covid. Je l'ai encore constaté aujourd'hui à St Laurent du Maroni.

Rappelons quelques faits pour resituer le débat : la Guyane c'est 730 km de frontière avec le Brésil, 560 km de frontière avec le Surinam et 400 km de façade maritime.

Nous avons réalisé 1300 contrôles de pirogues, 3400 contrôles de personnes, près de 1500 refus d'entrée sur le territoire et 200 verbalisation. C'est inédit.

Bien évidemment, ces contrôles renforcés ne rendent pas nos frontières hermétiques. Qui peut d'ailleurs penser que nous pouvons rendre étanches près de 1800 kilomètres de frontières terrestres et maritimes. Nous n'allons pas construire un mur et installer des barbelés tout autour de la Guyane.

Les maires de communes frontalières qui étaient présents hier soir, ont bien reconnu l'effort inédit réalisé sur nos frontières.

J'ai décidé de maintenir le contrôle des frontières, en y mettant les moyens. Ainsi, le pont de St Georges de l'Oyapock, seul point de passage autorisé actuellement, sera fermé.

Au-delà du contrôle des frontières et face à l'aggravation de la circulation interne du virus en Guyane, la stratégie de l'Etat est très claire, à la fois au niveau national et local :

**1. D'abord, nous continuons à renforcer les capacités sanitaires du territoire pour répondre aux besoins.**

J'ai dit que nous avons tripler les lits de réanimation, entre le début de la crise et le 23 juin. Nous disposons d'une première tranche de 16 lits Covid à Cayenne.

Nous augmenterons nos capacités dans les prochains jours et les prochaines semaines.

Nous avons tous les équipements pour ouvrir une deuxième tranche de 15 lits supplémentaires, puis une troisième tranche de 15 lits supplémentaires, lorsque nous en aurons besoin, qui porte le tout à 46 lits COVID à Cayenne.

Sur Saint Laurent du Maroni, nous avons 4 lits de réa COVID et nous examinons toutes les possibilités de les augmenter. J'ai entendu la demande des élus de l'ouest guyanais.

Nous avons les équipements, mais nous avons besoin de personnel pour armer ces capacités de réanimation.

Notre stratégie est donc de faire appel à la réserve sanitaire nationale et aux hôpitaux de l'hexagone, pour épauler la Guyane, avec l'arrivée de nouveaux professionnels de santé sur le territoire.

Ainsi, hier, 17 soignants de la réserve sanitaire nationale sont arrivés pour appuyer leurs collègues dans les centres hospitaliers, permettant d'augmenter la capacité effective de suivi des patients COVID en réanimation. D'autres équipes soignantes, en particulier de l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris vont venir renforcer la Guyane. Cet effort de renforcement sera continu dans les prochaines semaines pour faire face au pic d'épidémie prévu en juillet.

Je profite de ce moment pour lancer un appel solennel aux soignants et aux hôpitaux de l'hexagone. Nous avons besoin de très nombreux volontaires, dans la durée, pour que la solidarité nationale s'exprime pleinement au profit de la Guyane. Nous comptons sur vous.

Je n'oublie pas qu'il nous faut aussi préserver nos capacités de soins en réanimation hors COVID, les services étant aussi mobilisés pour accueillir des patients victimes de la leptospirose ou de l'épidémie de dengue.

Des capacités d'accueil de ces patients en médecine générale, d'une centaine à ce jour, seront ajustées au fil des besoins.

Le déploiement de l'ESCRIM, avec une unité de l'hôpital de campagne de la sécurité civile à partir d'aujourd'hui participe de cet effort de renforcement.

Grâce à ce dispositif, nous renforçons la Guyane avec :

- 20 lits de médecine générale,
- un bloc opératoire

L'ESCRIM, c'est près de 42 personnes dont 27 soignants en renfort. Ce sont aussi des logisticiens qui permettront de mieux sécuriser les approvisionnements. Cet hôpital de campagne sera opérationnel ce week-end.

**Au-delà du renforcement des capacités sanitaires locales, nous accroissons les moyens d'évacuation sanitaire.** Les deux directeurs médicaux de crise qui ont été dépêchés depuis samedi 20 juin sont à pied d'œuvre pour appuyer des hôpitaux, notamment pour renforcer la capacité de planification des Evasans.

4 patients ont déjà été évacués par un avion CASA de l'armée de l'air, et 2 supplémentaires l'ont été cet après-midi vers les Antilles. Mais nous procéderons aussi à des évacuations sanitaires vers l'hexagone de cas non-Covid pour soulager les hôpitaux guyanais.

Je peux, par ailleurs, vous annoncer qu'un avion A400M, sera déployé en Guyane à la fin de cette semaine et augmentera notre capacité d'évacuation sanitaire.



Les capacités d'évacuation sanitaire à l'intérieur même de la Guyane vont doubler cette semaine, en passant de 2 à 4 hélicoptères PUMA disponibles. J'étais aujourd'hui à Saint-Laurent-du-Maroni et j'ai pu constater encore une fois l'importance de ces capacités d'évacuation interne sur un territoire aussi vaste que la Guyane.

## **2. Nous devons en parallèle, freiner au maximum la propagation de l'épidémie.**

C'est pour moi l'occasion de rappeler la nécessité du port du masque et des gestes barrières. J'ai pu constater que les guyanais ont adopté le port du masque, mais nous pouvons encore progresser sur les gestes barrières, notamment pour le respect de la distanciation sociale.

Il y a eu suffisamment de masques en Guyane, je peux l'affirmer ici.

Les communes, associations et particuliers qui auraient encore besoin de masques peuvent se signaler par mail à la préfecture. Nous enverrons de nouveaux stocks de masques grand public dans les prochaines semaines.

Les actions d'information sur les gestes barrières et de distribution des masques pour la population générale vont se poursuivre. La diffusion de messages sonores dans les différentes langues du territoire par véhicule, menées par les maires, ou l'action de terrain des

associations, est à poursuivre et je les remercie de leurs actions au quotidien.

**J'en viens maintenant au principal sujet de discussion que j'ai eu hier et aujourd'hui avec les acteurs de terrain : faut-il ou pas reconfiner toute la Guyane ?**

Le reconfinement présente des avantages. C'est la mesure qui nous permettrait de freiner le plus fortement la progression de l'épidémie, à condition que la population l'accepte et la mette en œuvre, ce qui n'est pas certain dans les quartiers d'habitat informel où nous en aurions le plus besoin. C'est aussi une mesure lourde de sens qui pourrait empêcher de nombreux guyanais de travailler et d'assurer la subsistance de leurs familles. Le coût social de cette mesure ne doit pas être sous-estimé.

Je ne suis donc pas certaine que ce soit aujourd'hui la mesure la plus adaptée au territoire guyanais et les échanges que j'ai eus hier, avec les élus, les professionnels de santé, les socio-professionnels m'ont plutôt renforcés dans ce sentiment.

Je n'écarte pas, à ce stade, l'hypothèse d'un reconfinement total, en dernier recours, si l'impact des mesures de freinage déjà décidées ne

se concrétise pas rapidement. Le Premier ministre l'a indiqué, si le taux de reproduction demeure dans les jours à venir à un niveau élevé et que les signes d'une accélération du virus persistent, l'hypothèse d'un reconfinement devra être réexaminée pour éviter la saturation de notre système de soins.

Pour éviter ce scénario, j'appelle chacun à respecter strictement les gestes barrière et à porter de manière systématique un masque dans les espaces publics et les espaces fermés très fréquentés. Nous devons porter une attention particulière aux personnes vulnérables (personnes âgées et personnes déjà malades), en limitant les contacts à risque. Il faut continuer à freiner.

Je demande donc au préfet de prendre, dès demain des mesures de freinage supplémentaires en complément des mesures en vigueur. Il s'agit de :

- Renforcer le couvre-feu dans toutes les communes où le virus circule : dès 17h en semaine et dès 13h le samedi.
- Privilégier un confinement plus ciblé sur certains quartiers, voire sur certaines communes, où le virus circule fortement, lorsque la configuration géographique le permet, comme cela a été fait à Arc en Ciel (Rémire-Montjoly), Camopi et Saint Georges de l'Oyapock.

- Durcir les conditions de déplacement entre les différents secteurs de la Guyane (motifs impérieux resserrés avec contrôle strict des justificatifs), notamment aux points de contrôle routier d'Iracoubo et de Regina.

Les forces de l'ordre sont très mobilisées depuis le début de la crise. Pendant la période de confinement, près de 150 000 contrôles ont été réalisés et plus de 8000 procès-verbaux dressés. Depuis le déconfinement, plus de 18 000 contrôles ont été réalisés et 700 procès-verbaux dressés pour non-respect des mesures de couvre-feu.

Je souhaite enfin qu'une discussion soit menée par le préfet au sein du nouveau comité de gestion élargi de crise que j'ai installé hier soir, à l'intérêt de fermer des ERP (bars et restaurants) et de prendre des mesures de confinement plus ciblées au bénéfice des personnes vulnérables. Je souhaite que ces échanges aient lieu car il est indispensable d'impliquer tous les niveaux de la chaîne de décision. Je suis une élue de terrain, j'agis avec le terrain, et je l'ai rappelé aux maires que j'ai pu rencontrer lors de mon déplacement. Par exemple, une cellule de crise locale va être installée dans l'ouest pour bien relayer l'information sanitaire et prendre la décision au bon niveau.

Ce combat, nous devons le mener tous ensemble, en respectant les gestes barrières pour protéger nos familles et en respectant les interdictions....

Je suis consciente de l'impact de cette crise pour les collectivités, les entreprises, les familles. Le gouvernement a prévu de nombreux mécanismes pour les accompagner.

La collectivité territoriale et les communes guyanaises vont bénéficier d'un dispositif de compensation des pertes de recettes fiscales liées à la crise du Covid-19, en particulier les pertes d'octroi de mer et de taxe spéciale sur les carburants. C'est un dispositif inédit, qui n'avait pas été mis en place en 2008 lors de la dernière grave crise économique qui nous a frappé.

Concernant les entreprises, nous leur avons versé en Guyane 30 M€ directement, via l'activité partielle (19 M€) et via le fonds de solidarité (11 M€). Ce sont aussi près de 500 millions d'euros qui ont été accordés sous forme de prêts garantis par l'Etat et 10 M€ de cotisations sociales et fiscales qui ont été reportés.

Concernant l'impact social, le gouvernement a musclé considérablement l'aide alimentaire. On compte 30 000 bénéficiaires, contre 5 000 avant la crise. Ce sont 370 tonnes de denrées alimentaires qui ont été distribuées. Ce sont aussi 335 000 chèques services pour l'alimentation et l'hygiène qui ont été donnés.

Ce sont aussi 25 rampes de distribution d'eau et la mise en gratuité de 45 bornes fontaines monétiques.

Le Premier ministre l'a dit. Les mesures de soutien à l'économie et les mesures sociales seront prolongées jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire pour la Guyane et Mayotte.

Vous le voyez, face à cette épidémie sans précédente, la République a été au rendez-vous en Guyane, comme sur les autres territoires ultramarins. Je peux vous assurer qu'elle le restera. Je vous remercie.

\* \* \*